

La CNT-SO appelle à rejoindre les marches unitaires du 23 septembre 2023, pour la fin du racisme systémique, des violences policières, pour la justice sociale et les libertés publiques.

**Après la mort de Nahel, la litanie des morts ou blessés graves par la Police ne s'est pas arrêtée :** Mohamed, Aymen, Hedi, Sefa... Le profil récurrent des victimes, de jeunes hommes issus des milieux populaires et identifiés comme franco-maghrebins ou afropéens, ne laisse pas de doute sur le **caractère raciste de ces violences.**

**Il n'y a ni bavure ni acte isolé.** La série actuelle est directement liée à l'évolution législative depuis Hollande et Cazeneuve, en 2017, qui permet encore davantage aux forces de l'ordre d'utiliser de leurs armes notamment dans le cas des fameux «refus d'obtempérer». Elle tient aussi largement de la **culture de l'impunité, de la violence et du racisme qui prospère dans les rangs de la Police**, couverte par les institutions, une mafia syndicale grandement acquise à l'extrême-droite et le déni protecteur d'une large partie de la classe politique.

**Nous ne nous faisons pas d'illusion sur l'institution policière, il s'agit bien d'une question systémique.** Les pratiques racistes et discriminatoires (contrôles au faciès...), les violences et crimes, le plus souvent impunis, se perpétuent sur des décennies et s'inscrivent dans une histoire douloureuse de chasse aux étrangers, aujourd'hui les sans-papiers, hier républicain·nes espagnols, juifs·ves, indépendantistes algérien·nes...



**impunité**  
**violences**  
**répression des mouvements sociaux**  
**autoritarisme**

**et tout le monde déteste l'État policier !**

CONFÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAILLEUR·EUSES  
**CNT**  
SOLIDARITÉ OUVRIÈRE

[cnt-so.org](http://cnt-so.org)

Le contexte actuel est ainsi fortement marqué par la **répression et criminalisation de plus en plus brutale des luttes sociales**. Face à une forte contestation sociale (gilets jaunes, mouvements de grèves, activisme écologiste...), l'État a volontairement lâché la bride à sa Police qui exerce sa violence sans retenue (mutilations, décès...). La réponse aux révoltes populaires de juillet a été d'une extrême brutalité : répression indistincte par des unités militarisés comme le RAID, justice

expéditive...

Là encore, **pas question de bavures individuelles, la violence est systémique** ! Qu'on lui colle l'adjectif « républicaine » n'y change rien, pour l'État, la fonction primordiale de la police n'est pas de protéger la population mais de la contrôler et de la réprimer si besoin, au service d'un ordre social inégalitaire.



Le **bloc bourgeois au pouvoir se radicalise** rapidement en restreignant les libertés publiques et en organisant une société de la surveillance. Des mouvements sociaux massifs comme « *les soulèvements de la terre* » sont menacés d'interdiction, les militant·es anticapitalistes et écologistes sont associé·es au terrorisme... Suite au mouvement des retraites, ce sont des centaines de syndicalistes qui sont inquiété·es par des procédures judiciaires ou disciplinaires sur leur lieu de travail. **Cet autoritarisme doit être fermement combattu !**

**Le bloc bourgeois se rapproche de plus en plus de l'extrême-droite**, alors que des milices fascistes agissent impunément dans les rues et que la mafia syndicale policière appelle à la guerre civile. **Le mouvement social doit réagir massivement !** Soyons nombreux et nombreuses pour dénoncer la surenchère sécuritaire, libérale et raciste !



**Au-delà de la question de l'institution policière et de l'État, racisme et discriminations sont à combattre dans l'ensemble de la société** notamment dans le monde du travail, qui demeure notre champ d'action principal en tant qu'organisation syndicale.

Discriminations à l'embauche et freins dans les carrières, sur-représentation dans les métiers précaires, facteur aggravant de harcèlement par les hiérarchies... **le racisme systémique ne s'arrête pas aux portes des entreprises !** Largement documenté et reconnu pour la première fois dans un jugement du Conseil de Prud'hommes de Paris du 17 décembre 2019, **il doit être combattu sans relâche** : nous nous y engageons.

**L'exploitation raciste des sans-papiers est massive dans des activités économiques essentielles** : nettoyage, commerce, manutention, BTP, livraison, agriculture... Ce sont des dizaines de milliers de travailleurs-euses exclus-es du droit du travail, des droits sociaux et cantonné-es aux pires conditions d'existence notamment pour le logement. C'est pourquoi nous nous mobilisons avec nos camarades sans-papiers pour la **régularisation et l'égalité des droits !**

Instrumentalisé par l'extrême droite et les politiciens de tout bord, **le racisme alimente les divisions de la classe ouvrière, pour le plus grand bénéfice de la classe dominante.** C'est une composante majeure du système d'exploitation et de domination capitaliste.

Le syndicalisme regroupe tous les travailleur-euses sans distinctions, c'est pourquoi **notre combat de classe est antiraciste** et que nous militons pour une **transformation sociale qui tourne le dos à l'exploitation économique et à toutes les dominations.** Construisons ensemble ce projet émancipateur pour notre classe, basé sur l'égalité réelle, économique et sociale, la démocratie directe et l'autogestion.

**Avec les opprimé-es toujours, avec les oppresseurs jamais !**



**NE NOUS LAISSONS PAS**

**DIVISER !**

**fachos, xénophobes,  
réactionnaires...**

**...à jamais  
ennemis **DES**  
travailleu·euses**

**[cnt-so.org](http://cnt-so.org)**  
**[contact@cnt-so.org](mailto:contact@cnt-so.org)**



# PAS DE JUSTICE, PAS DE PAIX ! MARCHONS MASSIVEMENT LE 23 SEPTEMBRE !



La CNT-SO appelle à rejoindre les marches unitaires du 23 septembre 2023, pour la fin du racisme systémique, des violences policières, pour la justice sociale et les libertés publiques.

Après la mort de Nahel, la litanie des morts ou blessés graves par la Police ne s'est pas arrêtée : Mohamed, Aymen, Hedi, Sefa... Le profil récurrent des victimes, de jeunes hommes issus des milieux populaires et identifiés comme franco-maghrébins ou afropéens, ne laisse pas de doute sur le caractère raciste de ces violences.

Il n'y a ni bavure ni acte isolé. La série actuelle est directement liée à l'évolution législative depuis Hollande et Cazeneuve, en 2017, qui permet encore davantage aux forces de l'ordre d'user de leurs armes notamment dans le cas des fameux « refus d'obtempérer ». Elle tient aussi largement de la culture de l'impunité, de la violence et du racisme qui prospère dans les rangs de la Police, couverte par les institutions, une mafia syndicale grandement acquise à l'extrême-droite et le déni protecteur d'une large partie de la classe politique.

Nous ne nous faisons pas d'illusion sur l'institution policière, il s'agit bien d'une question systémique. Les pratiques racistes et discriminatoires (contrôles au faciès...), les violences et crimes, le plus souvent impunis, se perpétuent sur des décennies et s'inscrivent dans une histoire douloureuse de chasse aux étranger-ères, aujourd'hui les sans-papiers, hier républicain-nes espagnol-es, juifs-ves, indépendantistes algérien-nes...

Le contexte actuel est ainsi fortement marqué par la répression et criminalisation de plus en plus brutale des luttes sociales. Face à une forte contestation sociale (gilets jaunes, mouvements de grèves, activisme écologiste...), l'État a volontairement lâché la bride à sa Police qui exerce sa violence sans retenue (mutilations, décès...). La réponse aux révoltes populaires de juillet a été d'une extrême brutalité : répression indistincte par des unités militarisés comme le RAID, justice expéditive...

Là encore, pas question de bavures individuelles, la violence est systémique ! Qu'on lui colle l'adjectif « républicaine » n'y change rien, pour l'État, la fonction primordiale de la police n'est pas de protéger la population mais de la contrôler et de la réprimer si besoin, au service d'un ordre social inégalitaire.



[cnt\\_so\\_marche\\_23\\_09\\_2023Télécharger](#)

- Étiquettes